



Agri'News

TRIMESTRIEL D'INFORMATIONS DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES N°08 - JUIL - SEPT 2018

MAGASINS ET UNITÉS DE TRANSFORMATION Des infrastructures de valorisation de la production nationale



CAMPAGNE AGRICOLE

Vivement les récoltes !



Jacob OUEDRAOGO, Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques

La présente campagne agricole est caractérisée par un déroulement progressif des opérations culturales et un bon développement des plantes sur l'ensemble du territoire national. En septembre, les récoltes de maïs et d'arachide ont débuté dans de nombreuses régions du pays. Dans certaines localités, on observait un début de maturation du maïs, du niébé et de l'igname. On constatait également avec bonheur la poursuite de la pluviométrie. Tous ces signes incitent à l'optimisme sur les résultats de la campagne agricole.

D'ores et déjà, il importe de réfléchir à une meilleure gestion des récoltes vivement attendues. La protection des producteurs contre les avaries et le bradage de leurs productions s'avère nécessaire. Les infrastructures post-récoltes jouent un rôle essentiel dans la sécurisation des stocks paysans. Le gouvernement l'a si bien compris qu'il a réalisé, avec le soutien de ses partenaires techniques et financiers, une quarantaine de magasins de stockage des produits agricoles à travers

le pays. Ces infrastructures permettent aux producteurs de conserver les fruits de leur labeur, en dehors de tout dommage. En sus, elles s'inscrivent dans la stratégie de warrantage encouragée par le département de l'agriculture et des aménagements hydrauliques. Cette technique consiste en l'octroi aux producteurs de prêts garantis par leurs récoltes, stockées dans l'attente d'un accroissement de leur valeur marchande.

Outre ces moyens de conservation des produits agricoles pour la satisfaction des besoins alimentaires et financiers des agriculteurs, l'Etat met un point d'honneur à soutenir l'implantation d'unités agroalimentaires. La transformation des produits agricoles favorise la création de chaînes de valeur profitables aux acteurs. La transformation est, à plusieurs titres, bénéfique : elle accroît la valeur monétaire de la production agricole, met

en relief ses qualités nutritives et fournit des emplois aux parties prenantes.

Le gouvernement entend développer ce sous-secteur de l'agriculture nationale, en partenariat avec la République populaire de Chine connue pour son niveau d'expansion agro-industrielle exceptionnel. Ce pays ami compte 78 000 unités de transformation de produits agricoles. Avec lui, il sera également question d'actionner tous les leviers d'intensification de la production agricole. Dans l'espoir de voir se concrétiser cette abondance annoncée de la production nationale, j'exhorte l'ensemble des agriculteurs du pays à maintenir les efforts déployés dès le début de la campagne agricole. Je les invite à rester vigilants face aux éventuels prédateurs des cultures. Je leur réitère notre ferme engagement à les accompagner dans l'atteinte de nos objectifs communs de prospérité.

Agri'News - Trimestriel d'informations du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
N° 08 Juillet-Septembre 2018

Directeur de publication
Alassane GUIRE (SG/ MAAH)

Rédacteur en chef
Roger SANKARA

Equipe de rédaction
Roger SANKARA, Thierry Sami SOU, Haoua LY, Mamadou DIAKITE, Haffissatou SANA, Dominique DIAPPA, Diane KABORE

Maquette et montage
OMEGA VISION COMMUNICATION
Impression
OMEGA VISION PRINT PLUS
Tél.: 25 31 48 55 / 56 20 20 20

Sommaire

Editorial

- 2** Campagne agricole : Vivement les récoltes !

Agri'Actu

- 4** Campagne agricole : Le ministre Jacob OUEDRAOGO rassure
- 5** Campagne agricole dans les Hauts-Bassins : De bonnes récoltes en perspective
- 6** Fertilisation raisonnée des sols : Les producteurs de la boucle du Mouhoun sensibilisés
- 7** Gestion des pesticides : Renforcer la veille pour faire face aux attaques parasitaires
- 8** Foire africaine du niébé : Mme Sika KABORE soutient une filière porteuse d'espoirs
- 9** Sécurité alimentaire au Burkina Faso : La solidarité communautaire mafifestée à Dédougou
- 10** Renforcement de la résilience : Le PAPSA révisé sa trajectoire
- 11** Agriculture bio : Le Larlé Naaba montre la voie



Agri'Focus

- 12** Magasins et unités de transformation : Des outils pour valoriser la production nationale
- 13** Infrastructures post-récoltes : Pour une meilleure autonomisation des acteurs
- 14** Economie rurale : « Nous avons initié des réformes stratégiques pour la transformation structurelle du secteur rural », Abdelaziz OUEDRAOGO, Directeur Général de la promotion de l'économie rurale



Agri'Inter

- 16** Aide alimentaire Japonaise : Concertations pour une gestion efficiente
- 17** Coopération sino-burkinabè : Un partenariat pour améliorer les performances du secteur agricole
- 18** Séjour d'experts burkinabè à Pékin : Plaidoyer en faveur de l'agriculture nationale
- 19** Le mil hybride : Une solution chinoise à l'insécurité alimentaire
- 20** Province de Hubei en Chine : Immersion au coeur d'un bastion agricole



Agri'Plus

- 21** Appui aux collectivités territoriales : Le PNGT évalue l'impact de ses réalisations
- 22** Renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle : Acteurs et partenaires constatent les réalisations du projet P1-P2RS financé par la Banque Africaine de Développement



CAMPAGNE AGRICOLE



Le ministre Jacob OUEDRAOGO a rassuré quant au bon déroulement de la campagne agricole

Photo: M.A.A.H.

Le ministre Jacob OUEDRAOGO rassure

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, était face aux hommes de médias, le 20 juillet 2018 dans la salle de conférences du ministère en charge des Affaires étrangères, à l'occasion du traditionnel point de presse du Gouvernement. À l'ordre du jour, le niveau d'installation de la campagne agricole de saison humide 2018-2019 et les précautions prises pour sa réussite.

« Au titre de la campagne agricole de saison humide 2018-2019, il est attendu une production de 5 800 000 tonnes de céréales et de plus de 1 500 000 tonnes de cultures de rente et 919 900 tonnes d'autres cultures vivrières » ; ce sont

les objectifs de production annoncés par le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO. C'était le 20 juillet dernier, lors du point de presse du Gouvernement. Pour atteindre ces objectifs, a-t-il expliqué, plusieurs dispositions ont été prises au profit des producteurs. Il s'agit notamment de l'octroi de 16 000 tonnes d'engrais, 8 155 tonnes de semences améliorées, 1 150 000 boutures de manioc et de patate. Le Gouvernement a également consenti à mettre à la disposition des agriculteurs 27

400 unités d'équipements agricoles ainsi que 10 500 animaux de trait.

Rappelant que la présente campagne est marquée par les attaques de la chenille légionnaire, le premier responsable du département en charge de l'Agriculture a indiqué qu'en plus de 20 000 litres de pesticides disponibles, des équipes de traitement phytosanitaire sont déployées dans toutes les régions. Il a invité les producteurs à une surveillance permanente de leurs exploitations en vue d'une riposte précoce.

Parlant de la pluviométrie, le ministre Jacob OUEDRAOGO a rappelé que selon l'Agence nationale de la météorologie (ANAM), la campagne agricole connaîtra une pluviométrie excédentaire à normale sur la quasi-totalité du territoire national ; ce qui laisse présager une campagne agricole fructueuse. Cependant, il a invité les producteurs à adopter l'irrigation de complément à partir des bassins de collecte d'eau de ruissellement et de toute retenue d'eau pour parer aux éventuelles poches de sécheresse ●

De bonnes récoltes en perspective

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, a effectué une mission de suivi de la campagne agricole dans la région des Hauts-Bassins, le 10 août 2018. De la visite, l'on retient que la saison est prometteuse.



Photo: M.A.A.H.

Selon le ministre Jacob OUEDRAOGO, l'allure des exploitations dans les Hauts-Bassins laisse présager de bonnes récoltes.

Sidi, province du Kénédogou : localité retenue par le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, pour sa première sortie de suivi de la campagne agricole 2018-2019, le 10 août dernier. Il s'est particulièrement rendu chez le producteur Yacouba TRAORE. Sur une superficie de 18,5 hectares, cet agriculteur produit notamment du maïs, du coton et du riz. La physionomie de ses productions a fière allure. La verdure de son domaine s'explique par le respect des conseils des services techniques du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques. Pour le maïs, par exemple, Yacouba TRAORE a confié avoir traité son champ avec des pesticides homologués, dès les premiers signes d'attaque de chenilles légionnaires. Ce qui lui a permis de venir à bout de ces

prédateurs de cultures.

A Sidi, la visite s'est poursuivie dans un magasin de warrantage réalisé par le Projet d'Amélioration de la Productivité agricole et de la Sécurité Alimentaire (PAPSA), au profit du groupement Yedonflwo. D'une capacité de 200 tonnes, l'infrastructure comporte une aire de séchage et des bureaux. Un joyau qui, selon le Président du groupement, Yacouba TRAORE, évite aux membres de brader leurs récoltes. Au titre des défis à relever il a fait noter la nécessité d'implanter des boutiques de vente d'intrants dans la localité. Il souhaite également l'accroissement des appuis du Gouvernement au secteur agricole. La crainte des attaques des chenilles légionnaires est également présente.

Après Sidi, le ministre Jacob OUEDRAOGO a mis le cap sur Farako-Bâ, dans la province du Houet. Il y a visité l'exploitation de Madou OUATTARA. Il

produit du maïs et du niébé, respectivement sur 06 et 02 hectares. Ses plants, au stade de montaison, présentent également bien. Les Champs écoles de producteurs (CEP) de niébé et de sésame, présents sur son exploitation ont également retenu l'attention des premiers responsables du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques. Puis, la délégation s'est rendue à la station de recherche de Farako-Bâ où elle a été entretenue sur une méthode biologique de lutte contre la mouche des mangues.

Le suivi de la campagne agricole dans la région des Hauts-Bassins s'est terminé par une rencontre d'échanges avec les acteurs de ladite région. Selon le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, la campagne agricole dans la région des Hauts-Bassins se présente bien. « *S'il n'y a pas d'arrêt brusque des pluies, nous espérons avoir de bonnes récoltes* », a-t-il dit. Concernant la chenille légionnaire, il a rappelé que le gouvernement a acquis plus de 20 000 litres de pesticides et que des équipes de traitement phytosanitaire sont déployées dans les régions, dont le Houet, pour lutter contre ce nuisible. Il a aussi assuré que le gouvernement poursuivra ses efforts pour soutenir au mieux le monde rural ●

Les producteurs de la Boucle du Mouhoun sensibilisés



Photo: M.A.A.H.

Aux producteurs, le Directeur des Etudes et de la Planification du BUNASOLS, Bélo HEMA, a expliqué la nécessité de la fertilisation raisonnée des sols

Le ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, à travers le Bureau National des Sols (BUNASOLS), a initié du 9 au 22 juillet 2018 dans la région de la Boucle Mouhoun, une caravane de sensibilisation aux bonnes pratiques agricoles axées sur la fertilisation raisonnée des sols des principales cultures.

Afin de renforcer les capacités des acteurs du monde rural et de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture, le ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, avec l'appui de la Fondation Office Chérifien des Phosphates du Maroc, a organisé du 9 au 22 juillet 2018, dans la région de la Boucle du Mouhoun, une caravane de sensibilisation. Conduite par le Bureau National des Sols (BUNASOLS), cette mission avait pour objectif de sensibiliser les producteurs sur les bonnes pratiques agricoles axées sur la fertilisation raisonnée des sols. Cette technique permet d'accroître la production, tout en préservant l'environnement et la qualité des sols. L'équipe a également procédé à des prélèvements d'échantillons de sols analysés sur place en vue de l'élaboration de la cartographie de fertilité des sols. Les spécialistes des sols se sont entretenus avec les producteurs dans les communes de Bondoukuy, Toma, Di et Solenzo. Les échanges ont porté sur la nécessité de l'analyse des sols afin d'apporter des éléments fertilisants en fonction de la nature du sol et de la culture qui y est pratiquée. Toute chose qui contribue à gérer durablement la fertilité des sols et des cultures. Les caravaniers ont aussi mis l'accent sur l'utilisation rati-

onnelle des matières fertilisantes telles que l'engrais minéral, la matière organique et l'eau.

Par ailleurs, les producteurs ont eu droit à une visite guidée du laboratoire mobile du BUNASOLS, ce qui leur a permis de comprendre la nécessité de l'analyse des sols. Pour le Directeur des Etudes et de la Planification du BUNASOLS, Bélo HEMA, cette initiative vise à sensibiliser le plus grand nombre de producteurs sur les bonnes techniques agricoles. « Nous voulons amener les producteurs à changer de manière de faire et à intégrer les bonnes pratiques dans leurs activités agricoles », a-t-il affirmé. Et d'ajouter que la nécessité de la fertilisation raisonnée des sols et des cultures n'a jamais été aussi pressante qu'aujourd'hui. « Le besoin d'intensifier les cultures actuelles, face à la croissance démographique rapide et au changement climatique, sans nuire à l'environnement, est aujourd'hui une réalité », a soutenu

Bélo HEMA.

Au terme des activités, les caravaniers se sont dits satisfaits. « Globalement, il y a un niveau de satisfaction à relever, notamment au niveau de la mobilisation et de la participation aux échanges », a déclaré Idrissa ILBOUDO de la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles, membre de la mission.

En rappel, la caravane a été initiée dans le cadre de la mise en œuvre de la convention entre le Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques et la Fondation Office Chérifien des Phosphates du Maroc. Dans ce cadre, il est prévu, entre autres, l'élaboration d'une carte de fertilité sur une zone pilote de 100 000 hectares répartis entre quatre (04) régions du Burkina Faso, à savoir la Boucle du Mouhoun, le Sud-Ouest, les Cascades et les Hauts-bassins ●

Renforcer la veille pour faire face aux attaques parasitaires

Le Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques a tenu, le 03 juillet 2018 à Ziniaré, la 23e session du Comité national de gestion des pesticides (CNGP). Ce fut une occasion pour les membres dudit comité de passer en revue les recommandations de la 22e session, de faire le bilan des activités et de procéder à l'adoption du Plan de travail et de budget annuel (PTBA) du CNGP.



Photo: M.A.A.H.

Pour la campagne agricole en cours, plus de deux cent cinquante (250) distributeurs de pesticides seront agréés et bénéficieront d'un encadrement conséquent

Renforcement de la veille face aux attaques parasitaires pour une réduction des pertes de productions agricoles

« ; c'est sous ce thème que le Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques a tenu la 23e session ordinaire du Comité National de Gestion des Pesticides (CNGP), le 03 juillet dernier. Un thème d'actualité, selon le Secrétaire général du Département et Président du CNGP, Alassane GUIRE, au regard des attaques de chenilles légionnaires, constatées dès le début de la campagne agricole en cours. En décidant de placer cette 23e session sous ce thème, le CNGP entend attirer l'attention de ses membres sur la nécessité de leur contribution dans la

sensibilisation des producteurs à la lutte contre les parasites et sur l'importance de veiller à une utilisation rationnelle des pesticides.

La session a permis d'élaborer des outils et de planifier les interventions permettant d'assurer une gestion écologique, rationnelle et sécurisée des pesticides au plan national. Pour ce faire, la 23e session du CNGP a adopté quatre recommandations. Celles-ci devront permettre de clarifier le type de relation entre l'administration et les brigadiers phytosanitaires, de mener un plaidoyer pour l'élaboration et l'adoption d'une politique nationale de gestion des pesticides.

Pour la campagne agricole 2018-2019, M. GUIRE a précisé que des pesticides et des matériels de traitement de qualité ont été acquis pour un montant de plus de 1 milliard de francs CFA. Il a ajouté que plus de deux cent cinquante (250) distributeurs de pesticides seront agréés et bénéficieront d'un encadrement conséquent. Aussi, il a indiqué que le Gouvernement travaille à l'application effective de la nouvelle loi portant contrôle de gestion des pesticides au Burkina Faso.

Au cours de cette session, les participants au CNGP ont également fait l'état de mise en œuvre des recommandations formulées lors de la 22e session. Sur neuf recommandations, quatre ont été exécutées, soit un taux de réalisation de 44,44%.

Les participants se sont prononcés également sur le bilan financier des activités du premier semestre et ont procédé à l'adoption du Plan de travail et budget annuel (PTBA) du CNGP ●



Photo: M.A.A.H.

Le ministre Jacob OUEDRAOGO et l'épouse du Président du Faso, Mme Sika KABORE procédant à l'ouverture officielle de la Foire africaine du niébé

Madame Sika KABORE soutient une filière porteuse d'espoirs

Gomboro, village situé à quelques kilomètres de Tougan dans la province du Sourou, a abrité le 05 mai 2018, la 9^e édition de la Foire africaine du niébé. Organisée par l'association « Yiyé » des femmes du Sourou, sous le thème : « *Femmes rurales face aux changements climatiques* », la foire était placée sous le patronage de l'épouse du Président du Faso, Madame Sika KABORE.

Célébrée chaque année, la foire africaine du niébé permet de mettre en relation les acteurs de la filière dans un grand marché afin de promouvoir la production de cette légumineuse. Le 5 mai 2018, l'association « Yiyé » des femmes du Sourou a tenu la 9^e édition de cette foire, sous le thème : « *Femmes rurales face aux changements climatiques* ». Pour la présidente de l'association, Clémentine DABIRE, la présente foire est l'occasion de réfléchir au rôle et à la responsabilité des femmes d'une part, et d'autre part de les sensibiliser sur le changement climatique.

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, a encouragé l'association « Yiyé » à poursuivre dans cette dynamique pour faire de la filière niébé un véritable levier de développement socio-économique pour tous. Au regard des énormes potentialités du niébé et du niveau d'implication des femmes aux activités de production, de transformation et de commercialisation de cette culture, le ministère de l'Agriculture voit en cette filière un rempart contre l'insécurité alimentaire

et un facteur d'accroissement des revenus des productrices et producteurs. Le ministre Jacob OUEDRAOGO a confié que « *le gouvernement se tiendra toujours aux côtés des acteurs pour apporter des solutions idoines aux contraintes* ». Et de se réjouir : « *Nous avons un soutien de taille, celle de l'épouse du Chef de l'Etat* ».

La Première dame du Faso a dit soutenir fortement la culture du niébé compte tenu de tous les avantages que cette légumineuse peut procurer en termes de sécurité alimentaire, d'autonomisation de la femme et également en tant que plante adaptée au changement climatique. Madame Sika KABORE a salué la tenue de « *cette foire africaine du niébé, une très belle opportunité* » qui permet de montrer ce que les femmes peuvent faire.

L'épouse du Chef de l'Etat a remis à l'association « Yiyé » un chèque d'un million (1 000 000) de francs CFA. A ce soutien s'ajoute du matériel et des intrants agricoles.

L'association « Yiyé » qui signifie avoir des initiatives en langue San, existe depuis dix (10) ans et compte quatre mille (4 000) membres. Elle encourage les femmes rurales à la culture du niébé et les forme dans la transformation de cette légumineuse à fort potentiel nutritif. La Boucle du Mouhoun, première région productrice de niébé au Burkina Faso, avec une production de 86 630 tonnes, soit 14% de la production nationale, doit en partie ses performances à ces braves productrices ●

La solidarité communautaire manifestée à Dédougou



Photo: M.A.A.H.

Le ministre OUEDRAOGO recevant les vivres des mains du commissaire SANGARE

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a remis au gouvernement du Burkina Faso 4 303 tonnes de céréales issues de la Réserve régionale de sécurité alimentaire, le 09 août 2018 à Dédougou.

2 053 tonnes de maïs, 1 000 tonnes de sorgho, 1 000 tonnes de mil et 250 tonnes de riz, soit 4303 tonnes de céréales ont été réceptionnées par le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, le 09 août dernier. Issus de la Réserve régionale de sécurité alimentaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ces vivres représentent la contribution de l'institution régionale à la mise en œuvre du Plan de réponse et de soutien aux personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils devront être remboursés grain pour grain, à compter de

janvier 2019, afin de garantir la pérennité de la Réserve régionale.

Le Commissaire de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en eau de la CEDEAO, Sékou SANGARE, a soutenu : « *L'organisation régionale sera toujours aux côtés du Burkina et des autres Etats membres dans la résolution des situations alimentaires difficiles* »

Pour le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, « *c'est avec soulagement que le Burkina Faso accueille l'assistance de la CEDEAO pour son utilisation au profit de nos populations en situation de difficulté alimentaire* ». Il a assuré l'institution régionale que

ces vivres seront mis à la disposition des bénéficiaires ciblés dans le Plan de réponse de soutien aux personnes vulnérables. Par ailleurs, il a indiqué que des dispositions sont prises pour la reconstitution de la réserve, conformément aux conditions de remboursement. Parlant de la campagne agricole, le ministre Jacob OUEDRAOGO a indiqué qu'elle est marquée par une installation difficile liée à l'irrégularité et à la mauvaise répartition des pluies et par une présence des chenilles légionnaires. « *Cependant, avec la régularité des pluies depuis le mois de juillet, conjuguée avec le travail acharné de nos braves producteurs, les résultats annoncés lors du lancement de la campagne agricole pourront être atteints pour assurer la disponibilité alimentaire à nos populations* », a dit M. OUEDRAOGO. En rappel, l'objectif de production est fixé à 5 800 000 tonnes de céréales pour la campagne agricole 2018-2019 ●

Le PAPSA révisé sa trajectoire

Le Comité de pilotage du Projet d'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire (PAPSA), a tenu sa première session extraordinaire de l'année, le 27 juillet 2018 à Tenkodogo. L'objectif de cette rencontre était de faire le bilan des activités du semestre écoulé et d'adopter le Plan de travail et de budget annuel (PTBA) révisé. La session a été présidée par le Secrétaire général du ministère des Ressources Animales et Halieutiques, Charles Luanga OUEDRAOGO.



Le Secrétaire général du département en charge des Ressources animales, Charles Luanga OUEDRAOGO (micro), a félicité le PAPSA pour les résultats obtenus

Le 27 juillet dernier, le Projet d'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire (PAPSA), a adopté un nouveau Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA). Le nouveau budget du Projet se chiffre à 10 915 444 905 francs CFA contre 7 921 805 705 initialement prévus, soit une hausse de 37,79%. Selon la Coordinatrice nationale du projet, Séraphine SAWADOGO, cette situation s'explique par le poids des activités d'embouche bovine et ovine, des études relatives aux travaux d'aménagement de périmètres irrigués, des travaux de construction et de réhabilitation des stations piscicoles de Yakouta et Bazèga, des travaux de réhabilitation de pistes forestières et des acquisitions d'intrants.

Au cours de cette session, le Projet a présenté le rapport d'activités du premier semestre 2018. Selon ce rapport, le nombre de bénéficiaires directs des actions du PAPSA est passé de 750 mille à 770 mille. Dans le domaine de l'élevage, la quantité de lait collectée dans les centres de collecte et les unités de transformation de lait a atteint 830 998 litres. Le Secrétaire général du ministère des Ressources Animales et Halieutiques, Charles Luanga OUEDRAOGO, président de la session, a félicité le PAPSA et la Banque mondiale, principal bailleur de fonds du projet, pour les résultats

atteints.

La veille de la session du comité de pilotage, une délégation du PAPSA s'est entretenue avec les bénéficiaires de la région du Centre-Est sur la conduite des activités d'embouche mises en œuvre par le Projet, dans ladite région. Ils ont dressé le bilan des activités et échangé avec eux sur des propositions d'amélioration des résultats. Le PAPSA a été lancé en 2010 et vise à atténuer la vulnérabilité des populations rurales tout en leur offrant des possibilités d'autosuffisance alimentaire et de création de revenus ●

Le Larlé Naaba montre la voie

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, a effectué ce jeudi 20 septembre 2018, une visite dans l'exploitation agricole du Larlé Naaba Tigré à Dapélogo, dans la région du Plateau Central. Sur environ 102 hectares, le Larlé Naaba produit entre autres du sorgho, du maïs et du mug bean. Il y fait également de l'agroforesterie et de l'élevage. Cet entrepreneur agricole a pour particularité l'utilisation d'engrais naturels dans toutes ses productions.

A Dapélogo dans la région du Plateau Central, le Larlé Naaba Tigré donne un exemple d'entrepreneur agricole bio. Le jeudi 20 septembre 2018, il a reçu la visite du ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO. Les exploitations du Larlé Naaba s'étendent sur environ 102 hectares où sont produits entre autres du maïs, du sorgho, du fourrage et du mug bean. Toutes ces spéculations sont cultivées sans apport de produits chimiques. Selon

le chef entrepreneur, les engrais liquides et solides utilisés dans ses champs sont faits uniquement à base de jatropha et de déchets organiques. « *Pas un seul gramme d'engrais chimique n'entre ici* », a-t-il assuré. Ces intrants, le Larlé Naaba a dit les produire sur place. Les cultures présentent une bonne physionomie et font espérer de bonnes récoltes. Les pieds de maïs portent trois à cinq épis chacun. Le ministre Jacob OUEDRAOGO s'est dit satisfait du modèle de producteur que représente le chef traditionnel. « *Cette pro-*

duction à partir de l'engrais bio est à encourager », a-t-il affirmé. Selon Jacob OUEDRAOGO, la tendance est de quitter l'utilisation de l'engrais chimique pour celui organique. L'entrepreneur modèle a souhaité disposer de lieu de stockage. Les services techniques de l'agriculture ont entrepris la construction d'un magasin dans l'exploitation. L'entrepreneur a également plaidé pour l'achat du mug bean par la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS). Le ministre OUEDRAOGO a promis d'apporter une réponse satisfaisante à cette requête.

L'entreprise agricole du Larlé Naaba emploie environ 150 permanents et plus de 450 saisonniers. Il y pratique également l'élevage et l'agroforesterie ●



Le Larlé Naaba et ses hôtes admirant l'état végétatif de l'exploitation agricole

Des infrastructures de valorisation de la production nationale

Dans l'optique d'accroître le développement des marchés des produits agricoles, le ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, à travers la Direction générale de la promotion de l'économie rurale (DGPER), a entrepris la réalisation d'infrastructures post-récoltes dans plusieurs régions du pays.

A Mogtédou dans la région du Plateau Central, nous avons visité le chantier de construction d'une conserverie d'oignons. La réalisation de l'infrastructure a été initiée par la Direction générale de la promotion de l'économie rurale (DGPER). Une fois l'ouvrage achevé, il sera géré par l'Union des producteurs d'oignons de Mogtédou, dénommée « *Nebnoma* ». Elle est composée de huit (08) groupements de producteurs, tous formés sur les techniques de conservation d'oignons. David KABORE, président de l'Union, salue l'initiative de la construction de cette conserverie qui, selon lui, sera très bénéfique. Avec une capacité de 60 tonnes, elle leur permettra de stocker leurs récoltes et de les vendre dès que le prix du marché sera avantageux. Il ne sera donc plus question de brader leurs productions. C'est donc impatiemment que le groupement Nebnoma attend que l'infrastructure lui soit livrée, dans un ou deux mois, selon les propos du président David KABORE. Après Mogtédou, cap est mis sur Loumbila, toujours dans la région du Plateau Central. Là, est implantée une usine de transformation de maïs dénommée ALEPA (Adam's leadership pour l'écoulement des produits agricoles). Celle-ci a été réalisée avec l'appui du Programme de croissance économique dans le secteur agricole (PCESA). L'usine est composée de 03 bâtiments. Le premier est un magasin où est stocké le maïs, principale matière première. Un autre sert à stocker les produits finis (les sacs de farine). Le troisième bâtiment abrite l'unité de transformation elle-même. Selon Euloge TAPSOBA, Directeur général de ALEPA, l'usine est approvisionnée en maïs par des fournisseurs agréés. Puis, le maïs est trié trois fois avant d'être concassé puis moulu et conditionné dans des sacs de 50 et 25 kilogrammes. Selon Euloge TAPSOBA, l'écoulement de la farine se fait à travers des distributeurs agréés. « *Ces derniers achètent la farine et la revendent sur le marché national et sous régional par le biais de leurs succursales implantées dans la sous-région* », a-t-il confié. En outre, ALEPA commercialise de la semoule et du son de maïs.

Démarré en avril 2017, la production de l'usine,

certifiée par l'Agence burkinabè de normalisation, de la métrologie et de la qualité (ABNORM), est de 30 tonnes de farine par jour et 15 000 tonnes par an. Une certification HACCP est en cours, appui de la DGPER et du PCESA. L'usine fonctionne 24 heures sur 24 et emploie 50 personnes dont 33 permanents.

Dans la région du Centre-Nord, les producteurs bénéficient des œuvres de la Direction générale de la promotion de l'économie rurale. A Kongoussi, elle a mis en place une conserverie d'oignons d'une capacité de 60 tonnes, des comptoirs et un bureau. Pour le président du Groupement des producteurs d'oignons de Kongoussi, ces infrastructures leur permettront de stocker leurs productions et de les vendre sur place à de prix rémunérateurs.

Trois kilomètres plus loin, à Kora, c'est un magasin de stockage de 100

tonnes qui a été réalisé. En outre, un bureau et une aire de séchage ont été érigés. Les producteurs de ladite localité sont également heureux et reconnaissants envers le gouvernement pour la construction de cette infrastructure post-récoltes. Tout comme à Kongoussi, ils attendent la fin des récoltes pour commencer l'exploitation de ces joyaux qui ont été réceptionnés courant juillet 2018.

De façon unanime, les producteurs bénéficiaires des infrastructures post-récoltes apprécient positivement l'appui du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques. Pour eux, elles contribuent à l'amélioration de leurs conditions de vie car ils peuvent désormais stocker leurs productions et les vendre au moment opportun. A les entendre, les pertes dues à la mauvaise conservation des récoltes ainsi que leur bradage sont désormais un lointain souvenir ●



L'unité de transformation du maïs a une capacité de production de 15 000 tonnes par an.

Pour une meilleure autonomisation des acteurs

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES), la Direction générale de la promotion de l'économie rurale (DGPER) a implanté des unités de transformation et des magasins de stockage de produits agricoles dans plusieurs régions du pays.

Consciente de la place fondamentale de la conservation et du stockage des produits agricoles dans la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, la Direction générale de la promotion de l'économie rurale (DGPER), s'y investit pleinement. A travers un financement obtenu auprès de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), elle a procédé à la construction de 38 magasins de stockage et de conservation des récoltes et produits agricoles d'une capacité de 16 500 tonnes au profit des organisations paysannes dans cinq régions du Burkina Faso (Boucle du Mouhoun, Hauts-Bassins, Cascades, Est et Centre-Ouest). La Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SONAGESS) a aussi bénéficié de ce programme. Vingt-six (26) autres magasins d'une capacité totale de 9 250 tonnes sont en cours de réalisation.

La Boucle du Mouhoun a bénéficié de cinq magasins au titre de ce projet et au nom du Groupement d'intérêt économique composé de trois coopératives (la coopérative des entrepreneurs agricoles du Balé, l'union provinciale des producteurs de semences du Nayala et l'union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de Dédougou). A Boromo, nous avons visité le magasin de la coopérative des entrepreneurs agricoles. D'une capacité de 500 tonnes, il profite aux membres de la coopérative ainsi qu'à d'autres particuliers pour le stockage et la conservation des récoltes. Selon le président de la coopérative, Lonkou GNOUMOU, cette infrastructure

répond à un besoin exprimé par le groupement dont il a la charge. C'est ainsi que la DGPER a été saisie et un projet a été formalisé dans ce sens.

Lonkou GNOUMOU précise que chaque membre du groupement paie les frais de stockage ou de conservation qui s'élèvent à 5000 francs CFA par tonne de céréales. La durée du stockage ne saurait excéder deux mois. Avant la réalisation de cette infrastructure, la coopérative avait loué un magasin à 200 000 francs CFA le mois. Pour le président, ce magasin offert par le gouvernement est bénéfique pour les producteurs. Il est adapté et permet une meilleure conservation des semences. Il permet de diminuer les charges et contribue au bon fonctionnement de la coopérative.

A Dédougou, nous nous sommes imprégnés du fonctionnement de l'unité de décorticage du riz mise en place par le Projet riz pluvial. Elle a été réalisée dans le souci d'accroître l'offre en produit fini de qualité et dans le cadre d'un transfert de technologie. Ce joyau est d'une capacité de décorticage de 5 tonnes/heure. La gestion de cette infrastructure a été confiée à l'Union régionale des producteurs de riz de la Boucle du Mouhoun. Selon son secrétaire général, Marcel TIAHOUN, elle contribue à améliorer le revenu des producteurs de la région. Il répond également à cet impératif de modernisation de la production rizicole du pays.

A Fouzan, dans les Hauts-Bassins,



Photo: M.A.A.H.

De nombreux magasins sont mis à la disposition des producteurs

le groupement Lagmtaaba exploite un magasin de warrantage de 100 tonnes, 02 bureaux et une aire de séchage de 100 m². Les produits stockés dans le cadre du warrantage sont le maïs, le riz et les légumineuses. Le groupement, fort de 86 membres dont 54 femmes, est spécialisé dans la production du riz. Pour Boureima KOANDA, président du groupement, ce magasin va améliorer les conditions de stockage et le système de warrantage.

A Diébougou, dans le Sud-Ouest, une unité de transformation de manioc a été mise en place en 2013 au profit des acteurs. Elle entre dans le cadre de la promotion et de la valorisation des produits locaux. Elle doit servir également de modèle pour susciter l'investissement d'autres acteurs dans le secteur agricole et surtout, dans la transformation des produits agricoles.

L'unité est gérée par l'union des transformatrices du manioc, composée de 07 groupements. Les membres de l'union s'adonnent à la transformation du manioc en granulés (garis), en jus et en pâte. Cette dernière est le principal produit de l'unité. Elle est vendue auprès d'autres groupements pour la fabrication de l'attiéké. Pour un fonctionnement de 3 à 4 jours, les membres du groupement peuvent transformer une

Suite à la page 14

« Nous avons initié des réformes stratégiques pour la transformation structurelle du secteur rural », Abdelaziz OUEDRAOGO, Directeur général de la Promotion de l'économie rurale

Dans les lignes suivantes, le Directeur général de la promotion de l'économie rurale (DGPER), Abdelaziz OUEDRAOGO, dresse la liste des infrastructures post-récoltes mises à la disposition des producteurs agricoles. Il aborde également leur impact socio-économique et résume les réformes mises en œuvre pour l'essor de l'économie rurale au Burkina Faso.

Quelles sont les infrastructures post-récoltes réalisées par le Département au bénéfice des producteurs agricoles ?

Sur le budget de l'Etat, gestion 2018, ce sont au total 15 magasins de conservation d'oignon (900 tonnes de capacités), 13 magasins de stockage de céréales et de niébé (d'une capacité de 1750 tonnes), quatre unités de transformation, deux plateformes multifonctionnelles et deux comptoirs qui devront être réceptionnés en 2018. En outre, les marchés de construction de 9 unités de transformation viennent d'être attribués.

Dans le cadre toujours du développement des infrastructures post-récoltes, le Ministère bénéficie de l'appui du « Programme de construction des magasins de conservation des récoltes et des graines au Burkina Faso » financé par l'UEMOA. La première phase de ce programme a permis de mettre à la disposition des producteurs et de la SONAGESS, des magasins de stockage d'une capacité de 16 500 tonnes.

Pour les producteurs organisés en Groupements d'Intérêt Economique (GIE), ces infrastructures leur permettront de stocker leurs produits dans les conditions requises. Quant à la SONAGESS, elle voit ainsi accroître ses capacités opérationnelles en matière de collecte et de régulation des marchés de céréales.

La phase 2 prévoit la construction de 26 magasins tous équipés, d'une capacité totale de 9 250 tonnes.

Pour ce qui concerne les unités de transformation, au niveau des projets et programmes, 15 unités de transformation ont été réalisées sur la période 2016-2018. En perspectives pour l'horizon 2020, 33 sont prévues.

Quel est l'impact des infrastructures dans la vie socio-économique des bénéficiaires ?

L'impact des infrastructures post-récoltes peut se mesurer à plusieurs niveaux et en fonction de la nature de l'infrastructure. En effet, elles permettent de réduire le bradage des récoltes. Avec les magasins, les producteurs peuvent pratiquer le warrantage qui



Le Directeur général de la Promotion de l'Economie Rurale, Abdelaziz OUEDRAOGO

est un mécanisme à travers lequel les produits sont déposés contre un crédit. Le crédit peut être utilisé soit pour créer des activités (agricoles ou non agricoles) génératrices de revenus, soit pour répondre aux besoins pressants du ménage. Il faut noter à ce niveau que les périodes de récolte coïncident avec la rentrée scolaire et que les ménages agricoles se trouvent généralement dans l'obligation de brader leur production. Par ce mécanisme de warrantage, le producteur arrive à sécuriser sa production qui pourra être vendue lorsque les prix deviennent plus intéressants ou utilisée pour la consommation familiale (pendant les périodes de soudure). Il convient de signaler que ce mécanisme peut être combiné à l'acquisition d'intrants pour la production agricole. En somme les infrastructures de stockage que nous réalisons offre l'opportunité aux producteurs d'améliorer et de lisser leur revenu.

Les unités de transformation qui sont réalisées permettent aux acteurs d'améliorer leurs revenus grâce à la

Suite de la page 13

tonne de manioc en 6 sacs de 90 kg de pâte. De cette unité, Marie Hortense OUATTARA/SOMDA, présidente de l'Union dira qu'elle a contribué à l'épanouissement des membres, qui découvrent une nouvelle méthode de travail. En outre, le partage d'idées devient pour elles un facteur de changement de comportement. Du reste, l'épluchage du manioc encore manuel, l'insuffisance de la matière première, l'absence de contractualisation avec les producteurs sont les principales difficultés soulevées par les transformatrices. Mais elles envisagent développer des initiatives pour rendre disponible et suffisante la matière première et procéder à un recyclage des membres de l'union ●

valeur ajoutée qui est créée. En plus, elles constituent un débouché pour les matières premières produites localement. L'exemple le plus illustratif est le cas de la tomate qui pourrait souvent dans les champs lorsque les acheteurs étrangers ne viennent pas ou que le prix offert n'est pas favorable. Elles permettent également de mettre à la disposition des populations, une diversité de produits obtenus à partir de la production agricole locale. Par ailleurs, c'est une opportunité de création d'emplois.

En ce qui concerne les comptoirs, il s'agit d'une interface entre les producteurs et les acheteurs à partir duquel les informations sur les prix et les disponibilités peuvent être communiquées à tous les intervenants. En plus d'être un cadre de vente de la production, un cadre de concertation entre producteurs, les comptoirs permettent d'éviter les achats bord champ qui exposent les producteurs aux diktats des acheteurs véreux et contribuent à endommager les aménagements agricoles.

Avez-vous une stratégie de mise en valeur effective des infrastructures ?

Toutes les infrastructures sont réalisées à la suite d'une requête expresse des bénéficiaires. En général, ce sont des acteurs qui sont dans un domaine précis et qui ont juste besoin de quelques appuis pour booster leurs activités. Notre rôle est d'accompagner les initiatives des acteurs du monde rural. Lorsque nous recevons une requête, nous nous assurons, grâce à des critères précis et avec l'implication des structures déconcentrées du ministère, qu'elle est fondée et que l'initiative est viable. Ce sont des critères de capacité de production, de gouvernance, de création d'emploi, de genre et de rentabilité.

En outre, des renforcements de capacités sont faits pour faciliter une prise en main des réalisations par les bénéficiaires.

Avec la reprise des relations entre le Burkina Faso et la Chine, pensez-vous que l'expérience de ce pays ami peut être utile au sous-secteur de la transformation des produits agricoles

burkinabè ?

Dans le domaine de la transformation, le Ministère de l'Agriculture et des Affaires Rurales de la République de Chine comprend un département chargé de la transformation des produits agricoles. Ce département est désagrégé au niveau régional, provincial, communal, etc. et met l'accent sur :

- une politique fiscale créant un environnement favorable à l'implantation des industries ;
- l'innovation, la spécialisation et la formation des acteurs dans le domaine ;
- l'accompagnement du secteur privé (70% des unités sont réalisées par les acteurs privés) ;
- la mise en place de plateformes d'échanges techniques et de promotion de la transformation ;
- l'organisation des industries en parcs destinés à la transformation secondaire/tertiaire localisés à proximité des grandes agglomérations. La transformation primaire s'effectuant dans les zones de production ;
- l'installation d'industries par l'Etat (30% des industries), pour la transformation des produits à forts enjeux.

Aussi la Chine dispose d'unités industrielles de production d'équipements de transformation très performants et peu coûteux. Ceci constitue une opportunité pour le Burkina pour développer le secteur de la transformation, car la disponibilité et l'accessibilité des équipements de transformation adaptés constituent un réel frein à l'essor de ce secteur.

Quelles sont les principales réformes initiées en vue d'accélérer l'essor de l'économie rurale au Burkina Faso ?

Le Ministère en charge de l'Agriculture, à travers la DGPER, a initié d'importantes réformes stratégiques dans le secteur rural en vue de sa transformation structurelle et d'améliorer sa contribution à la dynamique d'ensemble des richesses nationales. Faut-il le rappeler, ce secteur emploi 86% de la population active de notre pays, alors qu'il ne contribue que pour environ 35% au Produit Intérieur Brut (PIB).

Ce paradoxe se matérialise par le taux élevé de la pauvreté rurale au Burkina (plus de 50%) et sa contribution pour environ 90% à l'incidence nationale

de la pauvreté. Mais il témoigne aussi du potentiel de création de richesses que le secteur regorge, pourvu que des actions fortes soient menées pour optimiser les systèmes de production et pour assurer une utilisation efficace des ressources disponibles.

Pour répondre à cette problématique, le Ministère en charge de l'Agriculture, avec l'appui de ses Partenaires Techniques et Financiers a initié d'importantes réformes. Il s'agit de l'adoption d'un **Code d'investissement agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique**, adopté par l'Assemblée Nationale le 17 mai 2018. Cette loi réduit significativement les charges fiscales au profit des investisseurs dans le domaine Agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique. Elle prend en compte aussi bien les petits producteurs que les promoteurs de petites et moyennes entreprises dans le secteur ;

Il y a également la mise en place d'un **Fonds de Développement Agricole** qui se justifie par l'absence d'un instrument capable de prendre en charge durablement les besoins financiers des petits exploitants agricoles. Une situation qui limite leur accès à des instruments de financement adaptés à leurs besoins.

Une autre réforme porte sur l'adoption de la stratégie nationale de développement du warrantage au Burkina Faso. Il permet aux populations d'améliorer la gestion de leurs récoltes et d'avoir accès à un crédit pour faire face à leurs besoins et/ou pour exercer des activités génératrices de revenus. Pour accompagner cette dynamique, le département a initié l'élaboration de la stratégie dont la vision, à l'horizon 2024 est : « *le warrantage, un moyen efficace de financement des activités des ménages agricoles, de création d'emplois, de lutte contre l'insécurité alimentaire et d'amélioration de l'approvisionnement de l'industrie agro-alimentaire en matières premières de qualité* ».

Le document de la stratégie a été validé en atelier national, puis au Conseil de Cabinet du Ministre en charge de l'Agriculture et a été examiné par la Commission nationale de planification du développement (CNPD). Il sera bientôt soumis à l'appréciation du Conseil des Ministres.

Pour faire face à aux chocs climatiques, nous envisageons la mise en place d'un **mécanisme d'assurance agricole** afin de stabiliser les revenus des producteurs. La Boucle du Mouhoun, le Centre-Ouest et l'Est sont les régions qui ont été identifiées au titre de la phase pilote du projet. Ce choix s'explique par la volonté de prendre en compte les différentes zones agro-climatiques.

Le sorgho (blanc et rouge), le riz et le maïs sont les trois (03) spéculations retenues dans le cadre du projet. Le schéma de mise en œuvre du projet sera basé sur le partenariat public-privé à travers une compagnie d'assurance locale avec l'accompagnement technique de la Mutuelle Marocaine d'Assurances Agricoles (MAMDA) ●

Concertations pour une gestion efficiente

Le Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Alassane GUIRE, a présidé ce mercredi 27 juin 2018, la réunion du Comité consultatif pour l'aide alimentaire japonaise, dite Kennedy Round (KR) 2016. Il s'est agi, au cours de cette rencontre, de faire le point sur la situation alimentaire et d'examiner les conditions pour l'exécution efficiente du KR.



Photo: M.A.A.H.

Selon le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Alassane GUIRE (en bleu), la rencontre permettra de définir les modalités de gestion de l'aide japonaise en riz

Le Japon soutient le gouvernement burkinabè à relever les grands défis auxquels le secteur agricole fait face. Le peuple nippon a octroyé au Burkina Faso, le 4 mai dernier, une aide alimentaire en riz de plus de cinq mille (5 000) tonnes. Pour définir les modalités de gestion de cette aide dénommée Kennedy Round (KR) 2016, les membres du Comité consultatif, se sont réunis le 27 juin dernier à Ouagadougou. Pour le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Alassane GUIRE, cette rencontre va permettre aux acteurs de

faire un choix entre la distribution gratuite du KR ou sa monétisation. « *La tenue de ce Comité consultatif permettra également de présenter la situation alimentaire du Burkina Faso, d'évaluer l'efficacité de la distribution du riz, d'échanger sur la constitution et l'utilisation du fonds de contrepartie et d'échanger sur une meilleure visibilité du don KR ainsi que sur l'utilisation ultérieure des produits financiers* », a-t-il précisé. Par ailleurs, Alassane

GUIRE a souligné que le KR 2016 reçu en 2018, revêt une importance toute particulière. Cela, au regard du déficit céréalier observé au cours de la campagne agricole 2017-2018 qui expose des milliers de personnes au stress alimentaire. Pour sa part, le Directeur général de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS), Aimé Roger KABORE, a rassuré sur la gestion rigoureuse du KR 2016 ●

Un partenariat pour améliorer les performances agricoles

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, a présidé la cérémonie de signature du procès-verbal des entretiens relatifs au Projet d'assistance technique agricole au Burkina Faso, avec une équipe d'experts de la République populaire de Chine, conduite par le Directeur de la division de l'Afrique de l'Ouest de l'Agence de la coopération économique, Zhang MINGWU.



Selon le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, l'assistance technique de la Chine contribuera à l'atteinte des objectifs du Burkina Faso dans le domaine agricole.

En séjour au Burkina Faso, une délégation chinoise conduite par le Directeur des affaires de l'Afrique de l'Ouest de l'Agence chinoise de la coopération économique, Zhang MINGWU, a tenu une séance de travail avec les cadres du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, pour définir les axes de coopération entre les deux

pays dans le domaine agricole. Le procès-verbal de ces entretiens, qui visent à mettre en place un projet d'assistance technique agricole au Burkina Faso, a été signé le 3 juillet 2018, en présence du ministre en charge de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO.

Les experts chinois interviendront dans plusieurs volets du secteur

agricole. Une assistance technique qui, selon le ministre Jacob OUEDRAOGO, contribuera à l'atteinte des objectifs fixés par le Burkina Faso dans le domaine de l'agriculture. En matière de développement de l'agriculture irriguée, la partie burkinabè attend de cette coopération un accroissement de la production de 12,5% à 25% à l'horizon 2020. Il est aussi attendu une amélioration du taux de transformation des produits agricoles, l'accroissement du taux de mécanisation agricole et le renforcement du capital humain ●

Plaidoyer en faveur de l'agriculture nationale

A la tête d'une délégation de fonctionnaires agricoles burkinabè à Pékin en République populaire de Chine, le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques, Alassane GUIRE, a rencontré le vice-ministre chinois de l'Agriculture et des Affaires rurales, Qu DONGYU, le mardi 04 septembre 2018. Son plaidoyer en faveur de l'agriculture nationale a reçu un écho favorable auprès du partenaire asiatique.

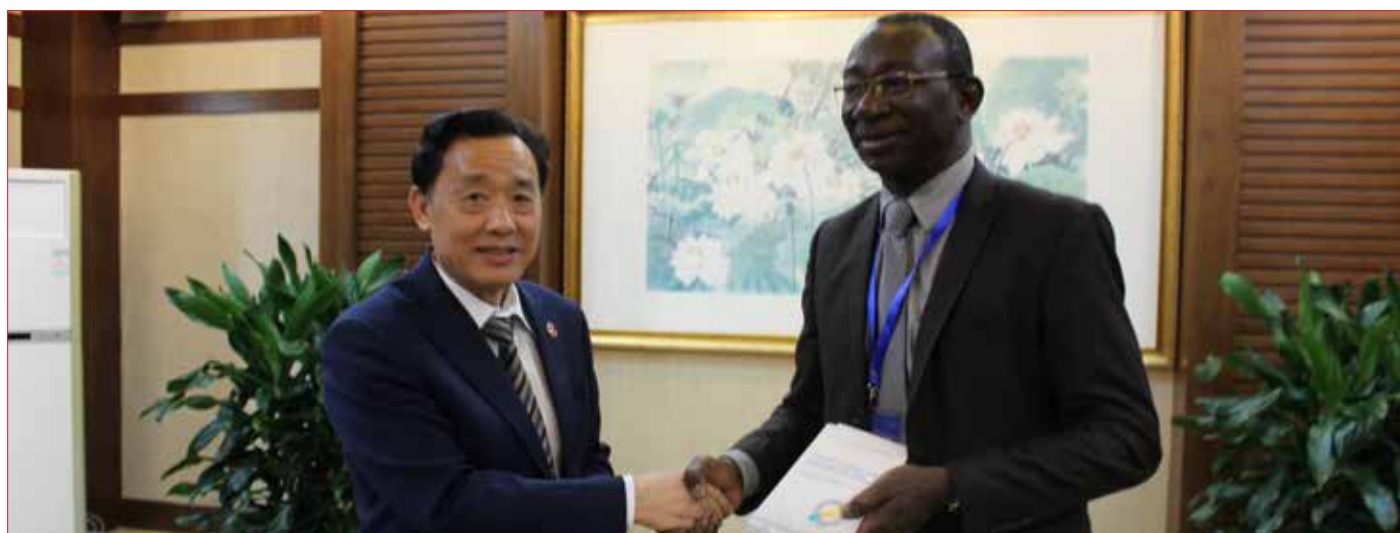


Photo: M.A.A.H.

Le vice-ministre chinois de l'Agriculture et des Affaires rurales, Qu Dongyu, et le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques, Alassane GUIRE, ont célébré l'amitié retrouvée.

A sa rencontre du mardi 04 septembre 2018 avec le vice-ministre chinois de l'Agriculture et des Affaires rurales, Qu DONGYU, le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques, Alassane GUIRE, s'est livré à un véritable plaidoyer au profit des producteurs burkinabè.

Dans son adresse à M. DONGYU, il a recensé les grands chantiers sur lesquels le monde rural burkinabè attend l'ami chinois. Primo, il s'agit de la maîtrise de l'eau agricole afin d'accroître les superficies emblavées et de sécuriser les exploitations agricoles face aux poches de sécheresse en période d'hivernage. « *Sans eau, il n'y a pas de vie* », a lancé M. GUIRE.

Secundo, il a expliqué au partenaire chinois le caractère précieux de son appui à l'amélioration de la qualité des semences, à l'augmentation du taux d'utilisation des engrais et à la lutte efficace contre les attaques des ravageurs. Le chef de la mission burkinabè a souligné l'importance de la collaboration entre les institutions chargées de la recherche scientifique dans les deux Etats.

Tertio, le secrétaire général a relevé la nécessité d'assurer la sécurité et la qualité des produits agricoles. Pour ce faire, il a mis en relief l'impératif de disposer « *de laboratoires performants pour contrôler la qualité des produits agricoles, des pesticides et des engrais* ».

Quarto, Alassane GUIRE a ajouté que le renforcement des capacités des agronomes et des producteurs dans tous les segments de l'agriculture s'avère primordial.

Le vice-ministre chinois de l'Agriculture et des Affaires rurales, Qu DONGYU, a montré la disponibilité de son pays « *à trouver des solutions aux problèmes posés* ». Le responsable chinois a invité ses interlocuteurs burkinabè à saisir les offres de bourses de formation dans les académies des sciences agricoles, destinées aux jeunes africains. Le spécialiste de la pomme de terre a aussi proposé une

répartition des cultures en fonction des atouts agro-climatiques des différentes zones du Burkina Faso. Tout au long des échanges, M. DONGYU a exprimé sa foi en la persévérance dans l'effort, exhortant ses hôtes à marcher, pour ainsi dire, sur les pas du dragon. Les deux parties ont convenu de la désignation de coordonnateurs pour un meilleur suivi du partenariat. « *Nous sommes prêts à opérer le consensus entre les présidents Xi JINPING et Roch Marc Christian KABORE au profit de nos deux peuples* », a dit Qu DONGYU. Et de rappeler la volonté du chef de l'Etat chinois de soutenir les pays africains dans l'atteinte de la sécurité alimentaire d'ici à 2030. Dans cette dynamique, Pékin entend s'engager dans cinquante (50) projets de coopération agricole pour lesquels seront dépêchés en Afrique cinq cents (500) experts chinois ●

Une solution chinoise à l'insécurité alimentaire

Les fonctionnaires agricoles du Burkina Faso ont bouclé leur séjour en Chine par la visite de l'Académie des sciences agronomiques de Zangjiakou, le samedi 08 septembre 2018. Dans ce temple du savoir, situé à environ 200 kilomètres de Pékin, la principale attraction fut la production du mil hybride, considérée comme une solution évidente à l'insécurité alimentaire dans les zones arides.



Les amis burkinabè et chinois dans une parcelle de production semencière de mil hybride.

Le père du mil hybride chinois, Zhao ZHIHAI, comme on le nomme, était heureux d'accueillir au sein de son institut de recherche les experts agricoles burkinabè, lors de leur passage à l'Académie des sciences agronomiques de Zangjiakou, le samedi 08 septembre 2018. Le concepteur de cette variété de mil, créditée d'un rendement de huit (08) tonnes à l'hectare, brûle d'impatience de voir les agriculteurs burkinabè adopter sa trouvaille. Le chercheur, après un séjour au Burkina Faso au mois d'août dernier, soutient que le Zhangzagu, l'autre nom du mil hybride, peut prospérer sur les terres du pays. Zhao ZHIHAI voit en cette céréale un moyen de garantir la sécurité alimentaire, d'augmenter les revenus

des paysans et de protéger l'environnement. De sa transformation, résultent au moins 16 produits à fortes valeurs nutritionnelles.

Pour convaincre ses hôtes de l'adaptabilité du mil hybride aux sols burkinabè, il les a conduits sur une parcelle de production semencière. Il y a tenté d'établir les similitudes entre les conditions d'exploitation des milieux burkinabè et chinois.

Selon l'expert chinois, le mil hybride tire ses racines d'une herbe africaine. Grâce au soutien de Pékin à la promotion de cette culture, Zhao a réussi sa vulgarisation dans de nombreux pays du continent tels que l'Éthiopie, le Nigéria, l'Ouganda et le Soudan.

Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et des Aménage-

ments hydrauliques, Alassane GUIRE, a démontré l'intérêt de cette variété de mil pour le Burkina Faso. Le mil représente 20% environ de la production céréalière nationale, a-t-il dit. Son rendement moyen est estimé à 700 kg/ha. Ce chiffre se multiplierait au moins par 10 si la variété chinoise venait à intégrer les paquets technologiques du pays. Outre le mil, M. GUIRE a souhaité le développement des semences de maïs, de soja et de pomme de terre.

Le président de l'Université des sciences agronomiques de Zangjiakou, Zang BIN, a personnellement marqué son accord de « *concrétiser le consensus opéré par les chefs d'Etat burkinabè et chinois en matière agricole* ». Il a exprimé sa disponibilité de recevoir dans son établissement des étudiants burkinabè.

Dans cette ville, les amis burkinabè et chinois ont également procédé à la montée de la Grande muraille. Une élévation qui pourrait symboliser les ambitions d'excellence nourries par les deux parties pour leurs projets communs ●

Immersion au cœur d'un bastion agricole

Les experts agricoles burkinabè en séjour en Chine ont effectué une immersion professionnelle dans la province de Hubei, les 5 et 6 septembre 2018. Au pas de charge, ils ont visité des instituts de recherches rattachés à l'académie des sciences agricoles de Hubei. Dans la ville de Xiantao, une compagnie de fabrication d'équipements agricoles, une coopérative d'utilisation de matériel agricole, une entreprise de production semencière et d'autres installations ont ouvert leurs portes aux hôtes burkinabè.

La province de Hubei est traversée par le fleuve Yangtsé. Parcourant 6 380 km, il est le plus long d'Asie et le troisième au monde après l'Amazone et le Nil. Sur ce cours d'eau et notamment à Hubei, se localise le barrage des Trois Gorges, avec un réservoir de 1084 km² et un débit de 14 300 m³.

Les fonctionnaires agricoles du Burkina Faso ont découvert les potentialités et les infrastructures agricoles de cette province aux grands atouts hydrauliques, les 05 et 06 septembre 2018. A l'Académie des sciences agricoles de Hubei, Qiu ZHENGMING a accueilli les amis burkinabè dans son institut spécialisé dans la recherche sur les semences des fruits et légumes. Le spécialiste chinois et son équipe mettent au point des semences à haut rendement, tout en réduisant leurs besoins en engrais. M. ZHENGMING s'est dit ouvert à la coopération avec des chercheurs burkinabè.

Les experts burkinabè ont également échangé avec le patron du centre de recherche sur les semences de céréales, You AIQING. A la tête de 100 chercheurs,

il coordonne les travaux de production de semences de riz, de blé et de maïs. Les rendements des variétés de riz développées dans cet institut varient entre 8 et 10 tonnes à l'hectare. Le cycle de production moyen est de 90 jours. Le centre de recherche reçoit et forme annuellement 200 stagiaires étrangers environ.

A Hubei, l'équipe des fonctionnaires agricoles burkinabè s'est imprégnée du dispositif de contrôle de la qualité des intrants, déployé par le Centre de surveillance de la qualité et de la sécurité des produits agricoles. Au laboratoire d'inspection des semences et des engrais, il est possible d'opérer des tests de contrôle sur plusieurs catégories de produits. 10 000 variétés de semences y sont inspectées par an. En outre, le centre dispose d'un laboratoire d'ana-

lyse des sols. Il procède également au contrôle de la qualité des aliments. Onze experts en assurent l'animation quotidienne.

La mécanisation agricole constitue l'un des centres d'intérêt de la délégation des experts agricoles burkinabè. Dans la ville de Xiantao, elle a apprécié la diversité des équipements agricoles fabriqués par la compagnie Tianmen Xianliang Machinery. Elle propose une gamme de machines composées de séchoirs, de décortiqueuses, des pièces à moulins, etc. Le chef de la mission burkinabè, Alassane GUIRE, a émis le vœu de fournir des décortiqueuses aux coopératives de production de riz de bas-fonds au Burkina Faso. En quête de solutions pour dynamiser la mécanisation de l'agriculture domestique, il a également conduit ses collaborateurs au sein de la coopérative d'utilisation de matériels agricoles, Shuguang (lumière en chinois). Ce groupement met à la disposition de ses membres des tracteurs, des repiqueuses de riz, des moissonneuses-batteuses, etc. Ses drones de lutte contre les ravageurs et les fléaux des cultures ont séduit les experts agricoles burkinabè.

A la recherche de pistes d'amélioration des variétés de semences nationales, les fonctionnaires agricoles burkinabè ont marqué une halte à la base de Zongken Jinxiuhuanong Technologie. Cette entreprise semencière se veut leader dans son secteur. Ses plateformes de sélection, de pesage et de paquetage associées à son laboratoire de contrôle de la qualité et à ses parcelles de production de semences constituent les facteurs de sa perfor-



Le secrétaire général du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Alassane GUIRE, échangeant avec un producteur semencier

Suite à la page 21

Le PNGT évalue l'impact de ses réalisations



Photo: M. A. H.

Le PNGT 2 a investi plus de 81 milliards de FCFA pour l'amélioration substantielle de l'accès aux services sociaux de base des populations

Le deuxième Programme National de Gestion des terroirs phase 3 (PNGTII-3) a tenu, le 20 juillet 2018 à Tenkodogo, un atelier de restitution et de validation d'une étude sur l'impact de ses interventions sur les conditions de vie des ménages ruraux, les revenus et la pauvreté rurale. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Alfred GOUBA, Secrétaire d'Etat en charge de la Décentralisation représentant le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques.

Le rapport provisoire de l'étude sur l'impact des interventions du deuxième Programme National de Gestion des terroirs phase 3 (PNGTII-3) sur les conditions de vie des ménages ruraux, leurs revenus et sur la pauvreté en milieu rural au Burkina Faso sur la période de mise en œuvre du programme a été présenté le 20 juillet dernier à Tenkodogo, au cours d'un atelier. Cette rencontre a permis de recueillir les contributions pour la production du document définitif et de valider le rapport provisoire

avec l'apport des participants. Les résultats de l'étude informent que le revenu national par tête a connu une hausse de 141,78% entre 2004 et 2017, passant de 53 762 francs CFA en 2004 à 129 990 francs CFA. Aussi, le taux d'autosuffisance alimentaire au niveau national a connu une hausse entre 2005 et 2017, passant de 42.2 à 60.8%. Pour la réalisation de l'étude, 28 indicateurs parmi lesquels l'évolution du taux d'utilisation des engrais minéraux, le niveau de l'utilisation de la traction animale et les changements dans les revenus et les dépenses des ménages

ont été pris en compte.

Pour le Secrétaire d'Etat chargé de la décentralisation, Alfred GOUBA, le document soumis à validation permettra de mettre à la disposition des divers acteurs du développement rural, des informations qui font foi et alimenteront les réflexions à divers niveaux. De 2002 à 2016, le PNGT2 a investi plus de 81 milliards de francs CFA pour l'amélioration substantielle de l'accès aux services sociaux de base des populations et la réalisation de plus de plus 26 mille micros projets dans les villages du Burkina. Il est à noter également que le programme est un acteur majeur de la communalisation intégrale du territoire. L'étude a été réalisée par le Laboratoire d'analyse quantitative appliquée au développement- Sahel (LAQAD-S) de l'Université Ouaga II ●

Suite de la page 20

mance. Son manager, Yin XINMING, a confié à ses visiteurs que les variétés de riz produites par sa société peuvent fournir un rendement de 12 tonnes par hectare, sur un cycle avoisinant une centaine de jours. Dans la ville de Xiantao, l'équipe du secrétaire général GUIRE a pu apprécier

le système de gestion intégrée des terres agricoles irriguées à partir d'un hub hydraulique. La station compte quatre pompes automatisées d'un débit unitaire de 22 m³ d'eau par seconde. Les producteurs bénéficient des eaux mobilisées grâce à ce projet étatique, sans déboursier de frais. La subvention publique couvre aussi

le domaine de la formation professionnelle des agriculteurs chinois. A Xiantao, un centre outille les paysans non seulement aux techniques de productions végétales, animales et aquacoles, mais également au commerce en ligne des fruits de leur labeur. Selon les premiers responsables de cet institut, il s'agit d'aider les exploitants agricoles à accroître et à améliorer la qualité de leurs productions, puis à les commercialiser avec succès.

Suite à la page 22

Acteurs et partenaires constatent les réalisations du Projet P1-P2RS financé par la Banque africaine de développement



Photo: M.A.A.H.

Cette plateforme multifonctionnelle a été réalisée par le projet à Torodo

Une mission conjointe de supervision du Projet 1 du Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P1-P2RS) – composante Burkina Faso a été effectuée durant la période du 7 au 16 août 2018 par la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Gouvernement.

L'équipe de la BAD a été dirigée par M. Mohamed Aly BABAH, Ingénieur d'irrigation principal et chargé du projet. La partie gouvernementale sous la houlette de la Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP) du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement comprenait les représentants du Secrétariat Général du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, des Directions et Services partenaires de la mise en œuvre ainsi que la Cellule d'exécution du projet (CEP) conduite par le Coordonnateur National M. Daniel GAMPINE.

Le projet P1-P2RS est financé conjointement par le Gouvernement du Burkina Faso et la BAD pour un montant global de 22,341 milliards de FCFA. La BAD y contribue à hauteur de 19,64 milliards de FCFA. Le projet est structuré autour de deux composantes relatives au développement des infrastructures rurales et le développement des chaînes de valeurs. Les actions du projet ciblent en premier lieu les populations les plus vulnérables, notamment les petits producteurs,

les éleveurs et agro-pasteurs et les pêcheurs dans les régions du Centre, du Centre-Ouest, du Centre-Sud, du Plateau Central du Sahel et de la Boucle de Mouhoun.

Au cours de sa sortie de terrain durant la période du 07 au 11 août 2018, la mission a pu visiter des réalisations dans toute la zone d'intervention du projet. Ainsi, le mardi 07 août 2018, la mission a visité la plateforme multifonctionnelle de Gonsé dans la commune de Béré, région du Centre-Sud. Elle est gérée par une dizaine de femmes issues du groupement Wenzanbo, formées par le Projet sur les techniques de décorticage du karité et la mouture des céréales à l'aide de machines alimentées par un groupe électrogène. Selon les bénéficiaires, cette infrastructure leur permet de réduire la charge du travail, d'améliorer leur statut économique ainsi que leur condition de vie. Après Gonsé, c'est Saré, dans la commune de Kombissiri qui a accueilli la mission. La délégation a constaté l'état d'avancement des travaux du périmètre irrigué de Saré. D'une superficie de 29,5 hectares, ce périmètre en cours d'aménagement, une fois achevé, favorisera la promotion de variétés résilientes de riz et l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires. Après Saré, c'est à Komsilga que les acteurs du Projet se sont rendus. Ils ont apprécié la réalisation d'un couloir d'accès au point d'eau d'une longueur de 6

kilomètres. L'objectif est de baliser le passage des animaux pour réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs de la zone. Toujours à Komsilga, le Projet a réalisé 9 puits maraîchers sur un périmètre irrigué de 2,25 hectares. Ces puits permettront aux exploitants agricoles de produire en saison sèche. 9 autres puits ont été réalisés dans la localité de Goumsi sur un périmètre de 2,25 hectares.

Le mercredi 08 août 2018, la journée de visite a débuté à Torodo, dans la commune de Zorgho, où les acteurs ont visité une plateforme multifonctionnelle. Elle est gérée par le groupement féminin Teegawendé. Le groupement s'adonne essentiellement à la transformation des produits agricoles et des produits forestiers non ligneux. La délégation a aussi suivi des activités d'embouche ovine, d'aviciculture dont les bénéficiaires attendent les kits promis par le projet.

A Zorgho, le Projet a mis à la disposition des acteurs des ressources animales et halieutiques, un magasin de stockage d'aliments à bétail d'une capacité de 250 tonnes. Dans la commune de Nagréongo, le bas-fond rizicole de Tanvoussé V7 a été également visité. Partiellement aménagé sur 14,58 hectares, ce site est géré par 146 exploitants dont 36 femmes du groupement Wend-Panga. En plus de l'aménagement, du bas-fond, le groupement a reçu comme appui du Projet, 600 kilogrammes de semences, 2 200

Suite à la page 23

Suite de la page 20

Au regard de l'importance de la formation professionnelle dans le développement agricole, les experts burkinabè, de retour à Hubei, ont échangé avec les dirigeants de l'une des plus grandes universités agricoles de la Chine, Huazhong Agricultural University. Ces universitaires chinois sont disposés à compter parmi les 700 pensionnaires

de cet établissement de référence des étudiants burkinabè aussi bien en sciences agricoles que dans d'autres disciplines.

Au terme de son immersion professionnelle au cœur de ce bastion agricole, la délégation burkinabè a

rendu compte des différentes étapes de son périple au gouverneur de Hubei. Wang Xiadong a réitéré la volonté du président Xi JINPING de développer avec le Burkina Faso une coopération exemplaire, surtout en matière agricole ●

Plus de 305 jeunes formés en entrepreneuriat rural dont 171 femmes

Suite de la page 22

kg de NPK et 1 450 kg d'urée. Ces intrants constituent un fond de roulement pour le groupement. La production attendue est de 43,5 tonnes. A Laongo, dans la commune de Ziniaré, deux (02) bassins de collecte des eaux de ruissellement (BCER) ont été visités. Le bassin de Mouni TAPSOBA alimente sa production de maïs, de courgette et d'aubergine, d'une superficie de ¼ d'hectare.

A Bani, dans la région du Sahel, le jeudi 09 août 2018, la délégation a visité des bergeries et s'est entretenue avec les femmes bénéficiaires de l'appui du Projet. Des échanges, l'on note qu'elles se sont acquittées de leur responsabilité en construisant des bergeries. Elles attendent la contribution du Projet pour avoir des tôles et des animaux. Le Projet a tenu à rassurer les populations que la procédure d'acquisition de ces biens est en cours. A Bani, toujours dans le Sahel, la mission a visité le périmètre irrigué en cours d'aménagement avec un système d'irrigation gravitaire sur une superficie de 12,30 hectares, en aval du barrage de Bani. Le barrage a été réhabilité par le Projet P1P2RS en 2017.

A Dapelogo, il a été essentiellement question de la visite de périmètre irrigué en réhabilitation de 9,35 hectares. Il s'agissait de s'imprégner de l'état d'évolution des travaux sur le site et de s'entretenir avec les bénéficiaires. Le vendredi 10 août 2018, c'est à Poa, dans le Boulkiemdé que la délégation s'est rendue pour visiter sa station piscicole où 06 étangs sur 10 ainsi que le château d'eau avec un système solaire ont été réhabilités par le Projet. C'est le groupement Tegawendé qui assure la gestion de la station. Dans la même commune à Yargo Yarcé, la mission a visité le forage communautaire entièrement financé par le Projet. A Koudougou, c'est un magasin de stockage de 500 tonnes achevé sur le site de la SONAGESS qui a reçu les visiteurs. Ce bâtiment servira à stocker des produits céréaliers dans le cadre du renforce-

ment des stocks régionaux de sécurité alimentaire. A Réo, la délégation s'est rendue sur le site de Goumédyr pour visiter le jardin nutritif. Ce jardin est géré par un groupement de femmes nommé Yidjan Durega qui a bénéficié de l'appui du Projet. Cet appui a permis la production du Moringa Oleifera et Adansonia digitata, deux espèces choisies pour leur valeur nutritive. Après Goumédyr, c'est le périmètre irrigué de Bonyolo qui a reçu la mission pour un site en cours d'aménagement de 5 hectares de type semi-californien dont la particularité est la maîtrise et l'utilisation rationnelle des eaux, l'ouvrage sera entièrement achevé dans les prochains jours.

Le samedi 11 août 2018, c'est par le Mouhoun, que la délégation a débuté par la visite d'une exploitation de niébé du groupement féminin Relwendé de la localité de Kamanlélé. Le projet appuie chaque femme individuellement en semences et en engrais NPK dans le cadre de l'exploitation de leur parcelle. Les 33 femmes du groupement ont pu bénéficier également d'une formation en technique culturale. À Gassan, un magasin de Warrantage de 100 tonnes construit par le projet a été visité. Avec ce magasin, les femmes du groupement Biim Nafakabo ont précisé qu'elles arrivent à stocker au-delà des 30 tonnes. Par conséquent, leur revenu a augmenté et les 16 membres sur 72 que compte le groupement ont pu faire le Warrantage en 2017. Tout compte fait, elles attendent du Projet les palettes pour le magasin et la bascule. Elles sollicitent par ailleurs le plaidoyer du projet pour l'installation d'une institution de microfinance de proximité pour leurs activités. Dans la commune de Tougan, localité de Da, la délégation a visité le bas-fond rizicole aménagé sur 35,81 hectares pour 260 producteurs mais non mis en valeur. Au-delà de l'aménagement, le projet mettra à la disposition des exploitants des semences de riz et de l'engrais. Il les accompagne dans l'encadrement et la mise en place d'une coopérative. Notons qu'à ce jour le projet a réalisé plusieurs infrastructures et mené plu-

sieurs activités d'appui conseil et de renforcement de la nutrition. Au titre des réalisations déjà faites par le projet, on peut retenir : la réhabilitation de 03 barrages à Bani, Saria et Zoumakita, 03 boullis pastoraux, 06 magasins d'aliments de bétail de 250 t réalisés, le balisage de 13 km de couloirs d'accès à l'eau, 12 parcs de vaccination construits, 26 forages pastoraux ainsi 60 forages communautaires réalisés, 03 magasins de stockage de 500 t, 28 magasins de warrantage de 100 t, 22 magasins de 250 t construits, 200 latrines familiales construits, 02 postes phytosanitaires et 02 boutiques commerciales construits, 02 Centres de santé normalisés, 01 station piscicole réhabilité à Poa, 944 Groupes d'Apprentissage et de Suivi des Pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (GASPA) ayant mobilisé 7 378 mères et 44 GASPA suivi avec 739 mères, 305 jeunes formés en entrepreneuriat rural dont 171 femmes, 275 plans d'affaires élaborés et 90 sélectionnés, 163 outils conduits autour du maïs, niébé et sésame ayant permis de former 1965 producteurs dont 85% de femmes et 22% de jeunes, 10 plateformes multifonctionnelles installées, 10 jardins nutritifs mis en place, intégration de la nutrition dans les curricula de formation des élèves maîtres, fortification de certains aliments en vitamine A, etc...

Au titre des réalisations en cours, on note les travaux d'aménagement de 1000,20 ha de bas-fonds, 138,5 ha de périmètres irrigués, 18 boutiques d'intrants agricoles, la réhabilitation de 50 ha de parcours dégradés, 3 AEPS à vocation pastorale, 5 magasins de stockage de 250 t, 07 magasins de 100 t, 1 CSPPS en normalisation, 400 kits pour les activités d'embouche, 300 kits pour l'aviculture, 06 plateformes multifonctionnelles, 448 outils à conduire autour du maïs, du niébé et du sésame, 195 unités de démonstration de production de fumure organique, 02 stations piscicole avec éclosiers en réhabilitation à Ziga et Niassa, une fabrique de glace en construction à Dori et 02 débarcadères à Yacouta, etc...

La mission a noté l'importance et la diversité des activités réalisées ou initiées par le Projet dans les domaines de la maîtrise de l'eau, de l'amélioration de la production et de la productivité agricole et du renforcement de la nutrition.

Au terme de cette mission, les acteurs ont encouragé le projet à prendre toutes les dispositions nécessaires pour la mise en place et le renforcement des capacités des comités de gestion et d'entretien des investissements achevés afin de leur permettre d'assurer pleinement leur rôle à les gérer durablement. La mission a également invité le Projet à prendre les dispositions nécessaires pour la finition dans les meilleurs délais des travaux en cours tout en veillant au respect des clauses des contrats et à la qualité des travaux à travers un suivi de proximité ●

Infrastructures post-récoltes financées par l'Etat en 2018

N°	RÉGION	LOCALITÉ	NATURE DE L'INFRASTRUCTURE	CAPACITÉ
1	Plateau central	Zam	Magasin de stockage d'oignon	60 tonnes
2		Salogo		
3		Mogtédou		
4		Zoungou		
5	Centre Nord	Korsimoro	Magasin de stockage d'oignon	60 tonnes
6		Kora	Magasin de niébé	100 tonnes
7		Kougoussi	Comptoir d'achat	
8			Magasin de stockage d'oignon	60 tonnes
9	Hauts Bassins	Founzan	Magasin de stockage de céréales	100 tonnes
10		Faramana	Comptoir d'achat	
11			Magasin de stockage d'oignon	60 tonnes
12			Beréba	Magasin de stockage de céréales
13	Boucle du Mouhoun	Di	Magasin de stockage d'oignon	60 tonnes
14		Niassan		
15		Toma/Bouna	Magasin de stockage de céréales	250 tonnes
16		Yaho		
17		Gouran	Magasin de stockage d'oignon	60 tonnes
18		Débé		
19		Dédougou	Unité de transformation de maïs	350Kg/heure
20		Di	Unité de transformation de tomate	150-200Kg/heure
21	Nord	Yako	Magasin de stockage d'oignon	60 tonnes
22		Goinré		
23		Tougou		
24		Titao	Unité de transformation	800Kg/heure
25			Magasin de stockage d'oignon	60 tonnes
26		Gourcy	Magasin de stockage de niébé	100 tonnes
27		Watinoma		
28		Namissiguima	Plateforme multifonctionnelle	
29		Solobo		
30	Cascades	Yendéré	Magasin de stockage de céréales	100 tonnes
31		Mangodara Sokoura 2		250 tonnes
32		Sounougou		100 tonnes
33		Sidéradougou		100 tonnes
34		Douna		100 tonnes
35	Centre Ouest	Payalo	Magasin de stockage de céréales	100 tonnes
36	Centre Est	Garango	Unité de transformation d'arachide	350kg/heure